

HUBERT
VÉDRINE

Dans la mêlée
mondiale

2009-2012

fayard

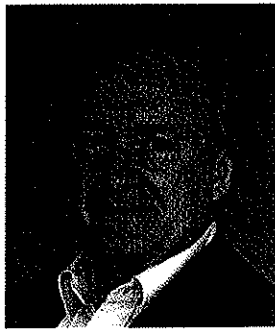
HUBERT VÉDRINE

Dans la mêlée mondiale

2009-2012

En lieu et place de la « fin de l'Histoire » et de la « communauté » internationale, c'est une compétition de tous les instants dans laquelle sont engagés les États, les pouvoirs économiques et financiers, les ONG, les médias, les mafias, les terroristes, etc. Cette mêlée mondiale confuse ne semble pas gouvernée, sauf - sauvagement- par les marchés.

Les pays émergents ont confiance dans l'avenir, les Occidentaux s'inquiètent, tandis que la population mondiale s'accroît, que les horloges du compte à rebours écologique tournent et que l'Occident peine à inventer une croissance non spéculative, créatrice d'emplois. Le monde aurait besoin d'un pôle européen « re-régulateur », mais l'Europe n'est pas encore sortie de ses convulsions internes.



C'est en observateur lucide que Hubert Védrine, dans ce recueil d'études et d'observations récentes, décrit le monde tel qu'il est et esquisse ce qu'il pourrait devenir.

ISBN 978-2-213-66864-2



9 782213 668642

36-3250-2 III-2012
22 € prix TTC France

Table des matières

Préface	7
I. La France et sa politique étrangère	19
<i>Quelle politique étrangère pour la France ?</i>	21
<i>Le ministère des Affaires étrangères en danger</i>	29
<i>La France reste une puissance d'influence mondiale .</i>	31
<i>La France est-elle finie ?</i>	35
<i>Bilan de la politique étrangère française</i> <i>du début 2001</i>	37
II. Trente ans après – Regards sur le 10 mai 1981 et sur François Mitterrand	41
<i>Anniversaire du 10 mai 1981</i>	43
<i>François Mitterrand et la réunification allemande,</i> <i>la véritable histoire</i>	47
<i>Réflexions sur le 10 mai 1981</i>	50
<i>Regard synthétique sur la politique étrangère</i> <i>de François Mitterrand</i>	60
III. L'Afrique dans la compétition multipolaire	65
<i>Sur le Rwanda</i>	67
<i>Sur le Rwanda (suite)</i>	74
<i>L'Afrique face à la compétition multipolaire</i>	79
IV. Les États-Unis d'Obama face au monde multipolaire	87
<i>Un monde post-américain ?</i>	89

Sur le Rwanda

La revue *Politis* interroge Hubert Védrine sur la question du Rwanda (juillet 2009)

Quelle était la position de l'Élysée sur le Rwanda ? Quel rôle avez-vous joué pendant cette période ?

L'analyse de la politique française au Rwanda doit distinguer deux périodes : avant et après 1993. En 1990, quand Kagamé déclenche l'offensive militaire du Front patriotique rwandais (FPR), c'est-à-dire des Tutsis de l'Ouganda appuyés par l'armée ougandaise, c'est la gauche qui est au pouvoir et c'est Mitterrand qui décide d'intervenir. Après 1993 et donc en 1994, au moment du génocide, c'est un gouvernement de cohabitation : Mitterrand est président, Balladur Premier ministre, Juppé ministre des Affaires étrangères avec Villepin comme directeur de cabinet et Léotard comme ministre de la Défense. Sur ces questions africaines, le secrétaire général que j'étais n'avait pas de rôle primordial. Il y avait une cellule africaine et tout se passait entre le président et les ministres concernés, l'état-major des armées et l'état-major particulier à l'Élysée. Le secrétaire général était informé, mais il n'avait pas le poids décisionnel qu'il peut avoir sur les autres sujets, *a fortiori* pendant une cohabitation où l'Élysée n'a pas les moyens d'une action distincte du gouvernement. En disant cela, je ne cherche pas à me démarquer de la politique de la France qui a tenté honorablement d'empêcher les drames qui s'annonçaient et qui a malheureusement échoué. C'est simplement pour préciser ma position exacte face aux attaques infondées dont je fais parfois l'objet.

Dans la mêlée mondiale

À l'époque, la France et l'Élysée semblent adhérer à une vision dichotomique, voire antagonique du Rwanda avec, d'un côté, les Tutsis, et surtout le FPR, qui émaneraient du monde anglo-saxon, et, de l'autre, les Hutus qui seraient liés plus traditionnellement à la France. Est ce que la France n'a pas été prisonnière de cette grille de lecture de type Fachoda ?

Elle n'est pas si fausse que cela quand on analyse les alliances dans les guerres qui ont endeuillé la région avant et après ce génocide, et quand on interroge les leaders africains eux mêmes, mais elle n'a pas été un élément déterminant dans la prise de position de Mitterrand. Jusqu'en 1990, tous les pays entretiennent des relations normales avec le Rwanda. Le régime n'est pas irréprochable, naturellement, mais est moins pire que bien d'autres dans la région, même s'il y a parfois des massacres isolés de Tutsis qui rappellent tristement ce qui s'est passé au moment de l'indépendance, entre 1959 et 1962. Utilisés par les Allemands, puis par les Belges pour assurer la domination coloniale, les Tutsis ont alors été victimes d'une sorte de révolte de « sans-culottes » hutus, d'où l'exil de beaucoup d'entre eux en Ouganda. En 1990, le régime rwandais n'est donc pas stigmatisé par la communauté internationale. On en a même parlé comme de la « Suisse de l'Afrique ». Il a des liens étroits avec la France, certes, mais pas plus que les autres pays africains qui font partie de l'ensemble francophone depuis les indépendances.

Mitterrand n'était pas obsédé par la lutte francophones/anglophones. Les leaders africains l'étaient plus que lui. En revanche, il avait une certitude qui l'avait déjà guidé en d'autres circonstances, par exemple dans les affaires du Tchad, des Malouines ou du Koweït : ne jamais accepter la modification des frontières par la force, ne jamais laisser un pays membre des Nations unies en faire disparaître un autre. Éviter les années 1930. Il considérait que si on laissait un des pays d'Afrique liés à la France être déstabilisé par une toute petite minorité armée, appuyée par une force étrangère, la garantie de sécurité et de stabilité de la France sur l'ensemble de la zone ne vaudrait plus rien. Pour lui, donc, si on laissait le FPR, appuyé par l'armée ougandaise, prendre le pouvoir, la guerre civile

Hutus/Tutsis allait être tragique, et l'ensemble de la région en serait déstabilisée. Il voulait empêcher cela.

Il est vrai aussi que le régime ougandais était un chouchou du FMI et de Washington. Il y avait une relation presque aussi forte entre ce pays et Washington qu'entre les Africains francophones et Paris. Je ne nie donc pas que cette thèse francophones/anglophones ait circulé, surtout chez les militaires, mais ce n'est pas l'explication première de la prise de décision de Mitterrand. En 1990, la position de Mitterrand c'est : « Je ne peux pas laisser faire ça. Je vais aider les Rwandais à défendre leur intégrité territoriale, mais je vais aussi les obliger à accepter le partage du pouvoir avec les Tutsis. » Ce deuxième volet est systématiquement occulté par ceux qui attaquent la France. Pourtant, cette politique conduira aux accords d'Arusha. La réaction française a été militaire *et* politique.

D'où vient l'idée que la France était hostile aux accords d'Arusha ?

Je n'en sais rien. C'est une idée absurde. C'est l'inverse qui est vrai : s'il n'y avait pas eu Mitterrand (et Juppé), il n'y aurait pas eu d'accords d'Arusha. Quand le gouvernement Balladur arrive en 1993, il n'y a pas de désaccord de principe. Le consensus se fait sur l'idée qu'on ne peut pas laisser un pays d'Afrique renverser par la force le régime d'à côté. Le soutien militaire au Rwanda se poursuit, mais il est entendu qu'il est transitoire. Il s'agit de renforcer la capacité militaire rwandaise de résister aux offensives ougandaises par le FPR jusqu'à ce qu'à ce qu'une solution politique nous permette de nous retirer. La politique d'Arusha est le résultat des pressions françaises, et d'elles seules. Car, en réalité, ce principe de partage du pouvoir ne plaisait ni aux Hutus qui voulaient garder tout le pouvoir, ni au FPR, qui voulait conquérir tout le pouvoir. Au final, ils ont été obligés officiellement de remercier la France. Paul Kagamé a même écrit à Mitterrand. Et la France en a été soulagée : elle a pu retirer nos troupes. Seuls un petit nombre de conseillers sont restés. Notre politique semblait avoir réussi. Mais, dans chaque camp, il y avait des groupes qui n'avaient pas accepté ce compromis.

Dans la mêlée mondiale

Au cœur de l'accusation contre le gouvernement français, il y a la mort du président rwandais Habyarimana, le 6 avril 1994, événement qui a été un élément déclencheur du génocide. Plusieurs personnalités, journalistes et chercheurs, ont accusé la France d'être mêlée à cette mort, voire d'être à l'origine des missiles qui ont touché l'avion. Est-ce que la France ou des Français ont pu être mêlés à cet attentat ?

Il faut distinguer la France des Français éventuels. En ce qui concerne l'implication de la France, cette thèse ne tient pas. La politique de la France était d'essayer de régler la question avec un engagement militaire momentané et un accord politique. La France était très soulagée du dénouement d'Arusha, il n'y a donc aucune raison – au contraire – pour qu'elle ait remis en cause ce résultat difficilement obtenu. Cela aurait été de la folie ! Il est possible que des mercenaires français, ou autres, aient été mêlés à cet attentat (on a parlé de Belges ou d'Israéliens), mais je n'en sais rien, et l'on ne peut donc pas surinterpréter cela.

La thèse de l'implication du FPR est celle du juge Bruguière, qui a fait une enquête méthodique après le recours en justice des familles des victimes et du pilote et qui est arrivé à la conclusion que c'était Kagamé qui était à l'origine de l'attentat (pour créer un chaos propice). C'est cette accusation qui a recréé une vive tension entre la France et le Rwanda à partir de 2004, ce qui n'était pas le cas auparavant. J'ai rencontré Kagamé à deux reprises en 2000-2001, nous avons parlé franchement, il y avait des perspectives d'amélioration de nos relations. C'est après l'enquête du juge Bruguière, que Kigali a relancé comme contre-feu des accusations contre Paris. C'est mon interprétation de la chronologie des relations franco-rwandaïses.

La thèse selon laquelle le FPR est à l'origine de la mort du président rwandais Habyarimana s'est heurtée à plusieurs objections. La thèse topographique montre que la zone d'où sont partis les missiles était tenue par la Garde présidentielle et les militaires français. La thèse politique souligne que la mort du président risquait de déclencher le massacre des Tutsis. Est-ce qu'on peut imaginer

que le FPR ait joué un jeu à ce point cynique contre son propre peuple ?

Ce sont les juges de la plus haute instance pénale espagnole qui ont formulé plus clairement cette dernière thèse il y a un an. D'après eux, « des indices rationnels et fondés » convergent pour démontrer que le FPR a mené, à partir de 1990, « par la terreur », une politique de déstabilisation délibérée du Rwanda, et « des activités à caractère criminel ». Les Tutsis ne pouvaient pas prendre le pouvoir dans des conditions normales, car ils étaient ultra-minoritaires (de 12 à 13 %). En plus, les Tutsis ougandais reprochaient aux Tutsis de l'intérieur d'avoir accepté la domination des Hutus, qui étaient pourtant 85 %. Ils auraient alors organisé des attentats ciblés contre les Hutus, au Rwanda, pour qu'ils se vengent en massacrant des Tutsis, afin que le FPR puisse dire : « Nos compatriotes Tutsis sont en danger, on est obligés d'intervenir d'une façon ou d'une autre. » Il n'y avait pas d'autres moyens pour eux que de conquérir le pouvoir par des moyens militaires, dans le chaos. Cette thèse existe. On n'hésite pas à la pousser trop loin : même si Kagamé est un Lénine qui pense qu'on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs, on ne peut pas imaginer qu'il ait pris le risque de déclencher un génocide de son peuple pour conquérir le pouvoir ! Mais on peut penser aussi que c'est un chef de guerre déterminé qui savait qu'il ne pourrait pas prendre le pouvoir sans casse. Si la thèse des juges espagnols est fondée, Kagamé avait alors besoin, pour défendre sa légitimité politique, d'entretenir en permanence les pires accusations contre la France.

Les personnes qui critiquent la position française au Rwanda brandissent la thèse topographique selon laquelle la zone d'où sont partis les missiles était tenue par la Garde présidentielle et les militaires français. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que cet argument ne vaut rien. Depuis les accords d'Arusha, le FPR était stationné à Kigali. Et, encore une fois, quel aurait été le mobile français ? C'est absurde. Cet attentat a eu des conséquences tragiques pour le Rwanda, mais aussi pour la France.

Dans la mêlée mondiale

Les autorités françaises sont aussi accusées d'avoir laissé faire pendant le génocide avec l'opération Turquoise...

La France n'avait presque plus de soldats sur place au moment où commence le génocide. Le jour de l'attentat, Mitterrand est venu dans mon bureau et m'a dit : « C'est épouvantable, ils vont tous se massacrer. » Aussitôt après, il a demandé à Juppé d'essayer de monter une action internationale en saisissant les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais ils se sont défilés, nous ont dit que c'était trop compliqué, que c'était loin. L'équipe Clinton a refusé d'intervenir à cause des soldats américains qui avaient été tués en Somalie. Au bout de plusieurs semaines, Juppé a commencé à dire que c'était insupportable et que, s'il le fallait, nous devions agir seuls. Il s'est heurté au ministère de la Défense. L'état-major a évoqué le manque de moyens, une situation risquée. Balladur craignait que l'intervention se solde par une catastrophe et qu'on fasse porter le chapeau à la France. Mitterrand a finalement arbitré en faveur de Juppé, et Balladur a accepté, mais à condition que les soldats se mettent à côté du Rwanda, en RDC, pour une durée précise. Nous avons en plus obtenu d'être légitimés par le Conseil de sécurité et par l'OUA. Si la France coopérait avec un régime qui préparait un génocide – accusation effarante mais qui a circulé –, elle pouvait envoyer des forces spéciales tout de suite pour extraire ses prétendus amis génocidaires. Cela aurait été plus simple !

C'est tout l'inverse qui s'est passé. L'opération Turquoise a finalement eu lieu. Les militaires français ont fait de leur mieux pour sécuriser la région et aider les populations dans des conditions très difficiles. Quant aux génocidaires, ils n'avaient pas besoin de l'opération Turquoise pour s'enfuir au Kivu ! Il n'y a pas de liens entre la fuite des génocidaires et l'opération Turquoise.

Pour résumer, vous adhérez pleinement à la politique française menée au Rwanda par Mitterrand ?

Je récuse les accusations insensées. Mais, à part cela, on peut légitimement se demander si Mitterrand a eu raison de s'engager en 1990. Est-ce qu'on n'aurait pas dû laisser faire, s'en laver les mains... ? Cela

aurait été cynique, mais, après tout, beaucoup de puissances coloniales se sont désintéressées de leurs anciennes colonies, ce qui a eu des conséquences cruelles, et personne ne le leur reproche. Les Anglais se sont-ils souciés du Soudan, du Nigéria, du Libéria ou de la Sierra Leone ? Le Portugal, de l'Angola ou du Mozambique ? Ou l'Italie, de l'Éthiopie ? Les Belges, du Rwanda ? etc. Si on avait laissé faire le FPR, il aurait gagné au prix de terribles massacres, mais il n'y aurait pas eu alors de polémique sur le rôle de la France. Or, nous sommes en 2009, et la polémique continue !

La deuxième hypothèse, complètement opposée, aurait été que la France s'engage, comme elle l'a fait, mais avec beaucoup plus d'atouts. Il aurait fallu que Mitterrand et Clinton disent à Museveni, le président ougandais : « Vous devez stopper Kagamé ». Mitterrand a d'ailleurs envoyé son conseiller Afrique, Bruno Delaye, auprès de Museveni. Celui-ci n'a pas fait semblant d'être innocent. Il a dit : « D'accord, je stoppe Kagamé, mais vous me donnez des missiles en échange. » Mitterrand a refusé, estimant que les missiles perfectionnés demandés feraient trop monter le niveau d'armement dans la région.

L'accusation de complicité de génocide est honteuse et débile – il y a eu, au contraire, course de vitesse entre l'engrenage de l'affrontement et la politique française –, mais, à part cela, la discussion est légitime et utile.

Une toute dernière question. Il est tout de même étonnant que l'enquête n'ait pas permis d'identifier et d'interroger des personnages comme ce soldat français du DIMA, prénommé Étienne, qui aurait participé aux tirs de missiles sur l'avion d'Habyarimana. Cette opacité accrédite certaines accusations.

Il y a beaucoup de soldats perdus en Afrique, de spéculations et de paranoïa. Cela ne prouve rien sur la politique des États. De toute façon, je n'en sais rien.

(Propos recueillis par Denis Sieffert avec Fanny Derrien)

Sur le Rwanda (suite)

Hubert Védrine commente pour la revue *Le Débat* le livre *Carnages*¹, de Pierre Péan

Un moment bouleversé par les accusations de « complicité de provocation à la haine raciale » et par l'action en justice intentée contre lui par SOS-Racisme (on se demande pourquoi cette association, que l'on a connue mieux inspirée, est allée se fourvoyer ainsi), après son livre sur le drame rwandais², mais rasséréiné ensuite et encouragé par deux jugements, celui du 7 novembre 2008 en première instance, puis celui du 18 novembre 2009 en appel, qui ont débouté ses détracteurs³, Pierre Péan a ré-entrepris *illico* son infatigable travail d'enquêteur à l'anglo-saxonne (*facts*) sur l'Afrique. Le résultat en est un nouvel ouvrage de 570 pages publié sous le titre *Carnages*, avec en sous-titre *Les Guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*. Le terme « grandes puissances », au pluriel, est important : sans l'omettre, Péan n'y parle qu'entre autres de la politique française en Afrique, qu'il n'a de cesse de replacer dans son contexte. Il a pour cela élargi son investigation méthodique aux politiques africaines des États-Unis, de la Grande-Bretagne, d'Israël, de la Chine. Démarche *très* éclairante, car une des manifestations fréquentes de l'ignorance, dans la France d'aujourd'hui, sur les questions afri-

1. *Carnages, Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, 2010.

2. *Noires fureurs, Blancs menteurs : Rwanda 1990-1994*, Mille et une nuits, 2005.

3. Jugements entérinés par la Cour de cassation en novembre 2011.

caines (ignorance qui n'est pas incompatible avec des jugements péremptoires, bien au contraire), est précisément la méconnaissance presque totale, voire la négation de l'existence des politiques africaines des *autres* puissances. Sauf il y a trente ans, dans le contexte de la guerre froide, à l'époque où certains se faisaient peur en imaginant l'URSS mettre la main sur ce continent... Depuis, plus rien, hormis les alarmes *économiques* récentes à propos de la pénétration chinoise. Cette cécité est en partie volontaire : elle s'explique par la volonté de stigmatiser le *principe* même d'une politique africaine de la France, réduite à la fameuse « Françafrique », comme si seule la France avait une politique africaine et comme si cela était condamnable *en soi*. Cela étant contradictoire avec l'existence de ces politiques africaines des *autres*, il faut pouvoir présenter toute évocation des politiques africaines des autres, notamment anglo-saxonnes, comme un fantôme inspiré par la peur ridicule d'un « nouveau Fachoda ». Pourtant, on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé en Afrique depuis trente ans, notamment dans l'Afrique des Grands Lacs, sans les connaître ni les analyser. C'est l'objet du livre de Péan.

Péan revient d'abord – à l'excès, jugeront certains, mais cela relève de la cohérence de sa démarche – sur la personnalité, le rôle et la stratégie de Paul Kagamé, le fondateur des FAR (Forces armées rwandaises), le vainqueur de 1994, le président, depuis lors, du Rwanda. Il donne sa version sur le point de savoir à qui il était utile avant sa prise de pouvoir, quand il était encore en Ouganda, et pourquoi. Il fait ainsi un gros plan sur l'Américain Roger Winter, homme d'influence et de réseaux, présenté comme le protecteur de Kagamé dès l'origine. Sur un autre plan, il attire l'attention sur les paradoxes des chiffres officiels rwandais sur le génocide. Il démonte ensuite, de façon plus articulée que dans son livre précédent, comment a été organisée l'« impunité » de Kagamé après que celui-ci a pris le pouvoir, le pays victime du génocide ne pouvant être soupçonné en rien. Il montre aussi comment cette impunité n'a reculé que très récemment devant l'accumulation de preuves sur la façon dont Kagamé traite ses opposants, concurrents ou anciens compagnons d'aventure, et sur sa politique prédatrice dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), concurrente de celle de l'Ouganda. Ces faits ont entraîné une lucidité tardive de la « communauté internationale » et ont permis au prudent secrétaire général

de l'ONU, malgré les mises en garde de Kigali, de publier, à l'automne 2010, un rapport terrible sur les exactions des armées de Kagamé et de Museveni au Nord et Sud Kivu, en RDC, à partir de 1994. Ce rapport évalue entre 3,5 et 4 millions de morts au moins le nombre des victimes directes et indirectes de cette politique de « lutte contre les génocidaires » et de pillage des ressources du sous-sol. La presse française, embarrassée, s'est fait l'écho de ce rapport, mais à minima.

Péan reste fidèle à sa méthode. Il porte des jugements, ses positions sont bien connues, mais plus encore il déterre des faits, des rapports – indigestes mais frappants – mis de côté, des déclarations oubliées dans les différents pays concernés. Une des conséquences en est que ce que la France a tenté d'empêcher au Rwanda à partir de 1990 – le retour des massacres – et son échec final apparaissent sous un angle panoramique qui éclaire les événements des années 1990 d'un jour nouveau.

En fait, plus encore que le Rwanda, le centre de cette vaste enquête est le Soudan, pièce manquante de la plupart des analyses françaises sur l'Afrique et où un référendum à haut risque sur l'indépendance du Sud est programmé pour le 9 janvier 2011. Les documents dont il fait état témoignent des volontés déjà anciennes des États-Unis, d'Israël ainsi que de la Grande-Bretagne, et donc de leurs « services », de faire pression sur un Soudan arabe et islamiste, perçu par eux comme dangereux, « pays trop vaste qu'il convient de disloquer », selon les termes de Péan, en mettant à profit les bien réels et tragiques affrontements soudanais Nord/Sud et Est/Ouest. Sans ces données, on ne peut pas comprendre le soutien de ces pays, à Museveni, président de l'Ouganda, pays voisin du Soudan, décrété « bon élève du FMI » parce qu'irremplaçable base arrière des politiques et opérations antisoudanaises, ce soutien s'étendant à son protégé – Kagamé – et à son projet : reprendre le pouvoir au Rwanda à tout prix, fût-ce à partir d'un groupe d'exilés tutsis ultra-minoritaires. Contrairement à ce qu'avaient cru alors certains militaires français, ces politiques n'étaient pas conçues *pour* s'opposer à la France, à sa politique de compromis tutsi/hutu imposée à Arusha, et encore moins à la francophonie. Mais cette politique française se trouvait être *de facto* un obstacle pour les tenants de cette vaste entreprise. Les pièces dénichées par Pierre Péan illustrent à l'envi

ces politiques, ces stratégies, ces tactiques, leurs coups bas, leurs hommes de l'ombre. Chacun est libre de trouver qu'elles ont leur logique et qu'après tout les États-Unis et Israël ont bien le droit d'avoir leur politique africaine. Mais alors, les contempteurs français de la politique française en Afrique, mentalement enfermés dans le pré-carré qu'ils dénoncent, qui ne les voient littéralement pas et ne les analysent jamais, doivent les prendre en compte aussi. Péan comble ce vide. L'histoire de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Afrique soudanaise s'en trouve rééclaircie.

Il va de soi, cependant, que cet élargissement géographique, politique et historique du champ de vision, et cette approche comparative ne peuvent conduire ni à relativiser ni à justifier des politiques injustifiables et dépassées, y compris ce qui a pu être le fait de la France. Si le livre de Péan explique beaucoup de choses, il n'excuse rien. Ce n'est pas parce qu'il y a eu d'autres politiques africaines dont le bilan a été désastreux (la belge, la portugaise, par exemple), que celle de la France a été continuellement excellente ! Péan ne va d'ailleurs pas jusque-là. Il n'empêche qu'un tel travail devrait nous aider à refonder la réflexion sur la politique africaine de la France de l'avenir sur la base d'un inventaire rigoureux mais réel, et non pas sur des affirmations fantasmées, des réquisitoires quasi staliniens ou une repentance instrumentalisée.

Par ailleurs, d'un point de vue européen, il serait à courte vue de liquider le legs des politiques africaines de la France, de la Grande-Bretagne, de la Belgique et autres, de consentir à leur abandon pur et simple, fût-il accompli cyniquement sous le masque de la moralisation, ou encore d'une européanisation à vingt-sept introuvable (sauf pour l'aide au développement). Il vaut mieux assumer, continuer, et changer.

L'importance de l'Afrique dans la mondialisation va croître. Aucune puissance ne pourra se permettre de faire l'impasse sur un continent au si vaste potentiel, et d'ailleurs ni les États-Unis, ni la Chine, ni l'Inde, ni le Brésil ne le font. Par repentance, fatigue ou naïveté, voulons-nous vraiment que cet avenir se dessine sans nous ? Si nous refusons ce scénario, alors le mieux ne serait-il pas de consulter longuement les responsables africains, politiques ou économiques, au pouvoir ou dans l'opposition, nationaux ou dans les institutions multilatérales, comme les artistes, les ONG, etc., sur ce

Dans la mêlée mondiale

qu'ils attendent de la France et de l'Europe pour les vingt années à venir ? Et de confronter leurs demandes à nos propositions et à nos possibilités ? Pas sur un ton paternaliste – de toute façon anachronique –, mais pour des raisons stratégiques. Peut-être verra-t-on alors qu'ils ne souhaitent pas n'avoir le choix, demain, qu'entre les États-Unis et la Chine, et qu'un vrai partenariat avec la France, comme avec l'Europe, reste souhaité dans une bonne part de l'Afrique. L'objectif devrait être, bien sûr, que les États africains deviennent assez modernes et assez forts pour que les « grandes puissances » ne puissent plus mener en Afrique, directement ou par intermédiaires interposés, leurs « guerres secrètes », et défendent eux-mêmes leur propre intérêt au G20 et ailleurs.

Pour participer utilement à la construction de cette Afrique de 2030, commençons par dépasser le stade des convulsions franco-françaises qui opposent interminablement entre eux quelques spécialistes, militants, journalistes ou ONG, sur fond d'indifférence vaguement réprobatrice de l'opinion. Paradoxalement, en parlant *autrement* du passé, et bien que très marqué par l'histoire des relations franco-africaines des dernières décennies, Péan peut aider à dépasser la hargne stérile de ces milieux, à remobiliser l'opinion, à travailler avec l'Afrique d'aujourd'hui... Rien que pour cela, même s'il gêne ceux qui se sont enferrés depuis des années dans une dénonciation partielle de la seule politique française en Afrique, il faut le lire et le faire lire.

L'Afrique face à la compétition multipolaire

Hubert Védrine répond à la revue *Géopolitique africaine*
(octobre-décembre 2010)

Vous êtes considéré par beaucoup comme l'« observateur français le plus lucide des rapports de force internationaux ». Quelle est, selon vous, la place de l'Afrique – qui est le plus grand continent du monde après l'Asie, et compte aujourd'hui plus d'un milliard d'habitants – dans le nouveau système de rapports de force dans le monde ?

Vous êtes trop « complimenteur » ! Je pourrais vous citer entre cinq et dix noms d'excellents analystes et observateurs français. Ce qui m'est particulier, c'est l'aller-retour entre les postes de responsabilité à l'Élysée ou au gouvernement (au total dix-neuf ans) et la réflexion, l'écriture, l'enseignement. Un peu à l'américaine.

Je ne crois pas que l'on puisse parler de l'« Afrique » en général, pas plus que de l'« Asie », d'ailleurs. Les 53 pays africains sont, à des degrés divers, convoités ou courtisés, mais l'Afrique en tant que telle n'est pas, à ce stade, un acteur mondial. Des pays africains le deviendront, l'Afrique elle-même peut être un jour : bel objectif !

Selon votre vision, il ne s'agit pas de l'avènement d'un « monde multipolaire » plus juste, plus harmonieux et forcément plus stable, mais du début d'une longue redistribution des cartes qui prendra la forme d'une « compétition multipolaire ». Pouvez-vous préciser votre vision

Dans la mêlée mondiale

du monde de demain et dire comment l'Afrique participera à cette compétition ?

Nous sommes encore loin d'une « communauté » internationale qui n'existe que pour quelques professions (pilotes, traders, fonctionnaires internationaux, quelques ONG), soit environ 1 % de l'humanité. Le monde reste compétitif et dur. Les Occidentaux – européens, puis américains – ont conduit le monde pendant quatre à cinq siècles. Ce monopole s'achève, même s'ils restent puissants. Mais cette puissance devient relative. C'est douloureux et inquiétant pour les Occidentaux, encourageant, peut-être excitant pour les autres qui montent...

La compétition multipolaire opposera les États-Unis et la Chine, mais aussi l'Inde, le Japon, la Russie, l'Europe, le Brésil, des dizaines d'autres pays émergents. Ce monde en pleine croissance aura besoin des ressources de l'Afrique. Cela donne à celle-ci des atouts et du poids par rapport à l'extérieur, si ses principaux dirigeants politiques et économiques parviennent à se mettre d'accord entre eux, et si elle sait mobiliser aussi ses diasporas, ses artistes, etc. Bien sûr, l'Afrique doit aussi valoriser elle-même, sur place, ses propres ressources.

Dans votre Rapport sur la France et la mondialisation, présenté en septembre 2007 à la demande du président Nicolas Sarkozy, vous insistiez sur la nécessité, pour la France, d'avoir une politique africaine et arabe forte, qui devrait être conçue en se plaçant « réellement à l'écoute des Africains ». Quelles seraient les grandes lignes de cette politique ? Vous avez par ailleurs vivement critiqué les attaques menées contre la politique africaine de la France. Mais vous reconnaissez qu'il faut la réformer. Vous proposez de « tout mettre à plat » et de « consacrer une année pour demander aux Africains : Qu'est-ce que vous attendez de la politique de la France ? » Comment imaginez-vous cette consultation et son impact possible sur la politique africaine de la France ?

La France n'a pas à avoir honte d'avoir mené, depuis les indépendances, une politique africaine, même si elle doit exercer un droit d'inventaire lucide par rapport à cet héritage, mais en le comparant aux politiques africaines des autres puissances et à leur bilan.

L'Afrique dans la compétition multipolaire

Je pense que la France doit continuer à avoir une politique africaine – toutes les puissances en ont, ce serait absurde d'arrêter –, mais elle doit la repenser et la re-légitimer de deux façons :

1) par une large consultation avec tous les responsables africains, de façon sérieuse, en prenant le temps, sans tabou ;

2) ensuite, par une concertation et une harmonisation avec les cinq ou six autres pays européens qui ont une politique africaine, pour inspirer une nouvelle politique africaine de l'Union, partenariale.

Dans une récente intervention, à Lomé, sur les « Atouts et handicaps de l'Afrique dans la mondialisation », vous avez reconnu que le continent africain dispose d'importants atouts pour tirer parti de la mondialisation, à condition que les États africains améliorent leur niveau d'organisation et de formation. Qu'est-ce que la France et la communauté internationale peuvent faire pour aider les pays africains dans ce domaine ?

C'est aux Africains de dire s'ils souhaitent que la France et d'autres les aident plus pour bâtir des États mieux organisés et des administrations modernes, préalable à tout état de droit, pour améliorer la formation, etc. L'Afrique, en raison des immenses ressources naturelles qu'elle détient, est l'objet de toutes les convoitises. Ceci peut constituer pour elle un handicap considérable si ses dirigeants ne sont pas capables de renforcer leurs institutions, mais cela peut aussi devenir un atout majeur si les Africains s'organisent pour construire des relations de coopération efficaces avec leurs anciens colonisateurs. Alors, en effet, ils disposeront d'un véritable pouvoir de négociation qui leur procurera, à terme, de grands avantages.

Il faut, pour cela, sans nécessairement copier le modèle occidental, qu'ils consolident leurs institutions et l'État de droit de façon telle que cette coopération profite réellement à tous leurs citoyens. S'ils veulent bénéficier des atouts que leur procure leur situation présente, ils doivent renforcer leurs administrations de telle façon qu'elles deviennent des interlocutrices crédibles pour le reste du monde.

Les pays comme la France, eux, se doivent d'être disponibles pour mettre en place des systèmes de coopération efficaces quand et où les Africains les sollicitent.

Dans la mêlée mondiale

L'Afrique s'est inspirée de l'expérience européenne pour formuler le nouveau projet de construction africaine. De votre côté, vous critiquez l'inertie, l'immobilisme, l'« aboulie » de l'Europe qui risquent, selon vous, de la marginaliser dans cette nouvelle « compétition multipolaire ». Comment surmonter cette « aboulie » qui, selon votre logique, est au cœur d'un cercle vicieux d'incertitudes ? Qu'est-ce que les dirigeants et les élites africains doivent faire pour éviter ce piège ?

Ce n'est comparable en rien. À l'origine de la construction européenne, il y a la menace stalinienne, la réponse américaine de Truman, Marshall, Acheson, remarquable d'intelligence. Ensuite Schuman, Monnet, Gasperi, Spaak, les premiers traités européens, Adenauer et de Gaulle, etc.

L'Afrique n'est pas dans la même situation : pas d'ennemi commun ni de protecteur global. Les dirigeants africains devraient en tous cas se concerter plus, adopter des demandes et des revendications précises et concrètes avant chaque G7/G8, chaque G20, chaque réunion du FMI ou de la Banque mondiale, pour peser sur les participants les plus influents.

Le récent rapport de l'ONU sur les massacres en République démocratique du Congo a relancé la polémique autour de la situation dans la région des Grands Lacs, à laquelle vous avez consacré beaucoup d'attention lorsque vous étiez ministre des Affaires étrangères. Fin 2008-début 2009, l'un des vétérans de la politique africaine des États-Unis, l'ambassadeur Herman J. Cohen, a présenté un plan de règlement pour l'est de la RDC qui prévoit l'exploitation commune des ressources de cette zone par la RDC et le Rwanda dans le cadre d'un marché commun réunissant le Congo-Kinshasa, le Rwanda, le Burundi, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Certains ont qualifié le « plan Cohen » de « projet de rattachement économique du Kivu au Rwanda et à d'autres pays anglophones ». Le président Sarkozy a, pour sa part, proposé un plan français de « repartage de l'espace et des richesses de la région des Grands Lacs ». Que pensez-vous de ces initiatives ?

Pour l'avenir de la paix dans cette région, il est important que les drames des Grands Lacs, y compris le génocide rwandais, soient

replacés dans le contexte de ce gigantesque affrontement régional pour le contrôle des richesses du Kivu, avec les millions de morts que cela a entraînés directement ou indirectement. En théorie, l'exploitation de ces richesses en coopération serait une bonne solution, mais elle suppose une vraie confiance entre voisins et protagonistes, ce qui suppose que l'intégrité territoriale de chaque pays soit préservée ou rétablie, et une répartition équitables des richesses. On en est loin !

Vous avez établi une nette distinction entre la notion de « droits de l'homme » et celle du « droit-de-l'hommisme » qui, selon vous, relève de l'idéologie. Vous êtes profondément attaché aux droits de l'homme, et vous distinguez le respect de ces valeurs en France et en Europe, et la « manière de les appliquer chez les autres ». Quelle est votre appréciation des progrès de l'Afrique en matière de respect des droits de l'homme et de la démocratie ?

Des progrès ont lieu, encore fragiles et insuffisants. À l'avenir, ils se poursuivront, mais plus sous l'effet de la montée des classes moyennes africaines, et moins sous celui des diktats européens.

Vous avez cosigné avec Alain Juppé une tribune, publiée en juillet dernier dans Le Monde, dans laquelle vous exprimiez votre vive inquiétude à propos de « l'affaiblissement sans précédent » du Quai d'Orsay qui menace l'influence internationale de la France. Quelles peuvent en être les conséquences pour les rapports franco-africains ?

Très mauvaises ! Comme pour l'influence de la France en général dans le monde. La désinvolture, voire l'animosité des décideurs français depuis longtemps envers nos diplomates et nos réseaux diplomatiques et culturels est incompréhensible et masochiste. Il faut les corriger.

Lorsque le ministère de la Coopération a été fondu, en 1997-98, dans le ministère des Affaires étrangères, notre idée n'était pas de mettre fin aux relations privilégiées existant entre le continent africain et la France, mais, au contraire, d'instituer des relations de coopération normales afin d'éviter de les bloquer dans des relations bilatérales.

Le problème est que cette modification, logique, raisonnable, s'est finalement traduite par un affaiblissement de notre diplomatie qui

Dans la mêlée mondiale

était l'une des plus actives au monde, grâce au réseau d'ambassades, de consulats, de centres culturels unique qui s'était constitué au fil des ans. La vérité est que nous nous sommes tiré une balle dans le pied en réduisant cette présence planétaire.

Tout le problème, à l'heure actuelle, est de redonner aux Affaires étrangères l'élan et le rôle qu'elles ont perdu. Cela peut se faire de différentes façons, mais en tenant compte du rôle que l'Europe joue par la coopération, à son niveau, avec les pays africains.

Au début de l'année, dernière, vous avez été le parrain, en compagnie du cinéaste malien Abderrahmane Sissako – réalisateur de Bamako –, de la première édition du festival « Un état du monde... et du cinéma » au Forum des Halles de Paris. L'un des thèmes dominants de cet événement était : « Vingt ans après la chute du mur de Berlin, le cinéma nous rappelle que d'autres murs – qu'ils soient de béton, d'argent, ou simplement symboliques – sont toujours debout ou en construction. » Que pouvons-nous faire pour aller au-delà de ces murs ?

Coopérer, échanger, éduquer. Promouvoir le « juste » échange. Cogérer intelligemment les flux migratoires en les adaptant aux possibilités économiques. Ne pas se réfugier derrière des formules abstraites, ni s'épuiser dans des controverses théoriques.

Sommes-nous vraiment arrivés au « crépuscule de l'Occident » et à la fin du « temps des chimères » occidentales, de l'« assurance universaliste », du « monopole du leadership occidental », du « prosélytisme démocratique », du « droit-de-l'hommeisme » et du « manichéisme » ?

En tous cas, l'Occident, même bien intentionné, ne peut plus faire la loi seul. Mais ce qui est remis en cause dans l'Occident, ce sont son ingérence, son prosélytisme, son arrogance, son « occidentalisme » ou son double langage et son monopole. Pas ses valeurs, qui restent séduisantes et ont leur force propre. Ces valeurs sont en effet universelles et le demeureront, quelle que soit l'évolution générale du monde. La liberté, la solidarité, le respect des autres, le dialogue, la participation à la décision, l'échange sous toutes ses formes sont des valeurs présentes dans toutes les sociétés, et pas seulement les sociétés occidentales. On les trouve en Afrique aussi bien qu'en Asie ou en Amérique latine.

L'Afrique dans la compétition multipolaire

Ce qui importe le plus, aujourd'hui, du moins à mes yeux, c'est que la transformation de la planète à laquelle nous assistons sous la forme d'une vaste compétition multipolaire ne se traduise pas par une remise en question de ces valeurs. Sans quoi, nous vivrions inévitablement de grands drames.

« DÉVELOPPER DE VÉRITABLES « PARTENARIATS »

« Je ne pense pas que c'est en débattant et en décidant seuls, de façon nombriliste, de l'avenir de notre politique africaine, que nous sortirons de cette confusion. Nous avons déjà le beau mot de « partenariat », pas encore le contenu, et encore moins la pratique. Et il est certain que nous ne pouvons pas poursuivre à l'identique.

« Je propose donc que soit mise en place après les élections une commission de haut niveau, bipartisane, de gauche et de droite. Ses membres seraient chargés pendant un an de rencontrer les leaders africains, au pouvoir comme dans l'opposition, dans les pays francophones et les autres, des personnalités ou organisations de la société civile au sens le plus large du terme, les responsables de l'Union africaine et des organisations régionales, et de leur poser trois questions simples :

- 1 – Attendez-vous quelque chose de la France ?*
- 2 – Si oui, comment concevez-vous les relations entre elle et votre pays ?*
- 3 – Quelles relations souhaitez-vous entre votre pays et l'Europe ?*

« Aucune question sensible ne serait écartée : rapport Franc CFA/euro, bases militaires, immigration, reconnaissance du passé, accords préférentiels UE/Afrique, conditionnalité des aides, bonne gouvernance, corruption, respect des droits de l'homme, etc. »

Extrait d'un article d'Hubert Védrine paru dans l'hebdomadaire Jeune Afrique n° 2411, 25-31 mars 2007, sous le titre : « Ce que la France doit faire en Afrique ».

*(Propos recueillis
par Mikhaïl Lebedev et Jean-Paul Pigasse)*